

UNIVERSITE DE NANCY II
Faculté de Droit et des Sciences Economiques

GENEVIÈVE THOMAS

**LES INTERFÉRENCES
DU DROIT DES OBLIGATIONS
ET DU DROIT MATRIMONIAL**

Préface de P. LAGARDE

Professeur à l'Université de Paris I
(Panthéon - Sorbonne)



PRESSES UNIVERSITAIRES DE GRENOBLE
1974

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	17
LIVRE I : LES ACTES JURIDIQUES ENTRE EPOUX ..	25
CHAPITRE I : LE « DONNE MATRIMONIAL » ET L'AT- TRACTION DU DROIT COMMUN DES OBLIGATIONS ..	29
SECTION I : L'attraction du droit des obligations lors de la for- mation du mariage	29
SOUS-SECTION I : LES FIANÇAILLES OU LA PROMESSE DE MARIAGE	30
§ 1 - <i>La nature contractuelle ou délictuelle de la situation juridique née des fiançailles</i>	<i>31</i>
A. L'évolution de la jurisprudence et de la doctrine ..	32
1) La tradition canonique et celle de l'ancien droit La théorie de Josserand	32
2) Les solutions de la jurisprudence	33
B. La preuve des fiançailles	35
1) Les solutions de la jurisprudence	35
2) Leur contradiction	36
§ 2 - <i>Les perspectives plus larges quant au rôle du droit com- mun dans les promesses de mariage</i>	<i>37</i>
A. Critique des arguments théoriques invoqués pour jus- tifier l'exigence d'une preuve par écrit	38
1) Comparaison avec la rupture des pourparlers ..	39
2) Comparaison avec le contrat de droit commun lorsqu'il est nul	42

B. Critique des arguments pratiques invoqués pour justifier l'exigence d'une preuve par écrit	47
1) L'action en recherche de paternité naturelle pour séduction par promesse de mariage ou fiançailles	47
2) La comparaison avec l'abus de confiance et l'escroquerie	49
CONCLUSION	54
SOUS-SECTION II : LE MARIAGE	54
§ 1 - <i>La capacité nécessaire pour contracter mariage</i>	57
1) L'âge	57
2) Les facultés mentales	58
§ 2 - <i>Le consentement au mariage</i>	59
A. Comparaison avec le droit commun	61
1) Les vices du consentement	61
2) Le contrat d'adhésion	63
B. Les vices du consentement en matière de mariage ..	64
1) La violence	64
2) L'erreur	66
3) Le dol	71
CONCLUSION	75
SECTION II : L'attraction du droit des obligations et les effets du mariage	76
§ 1 - <i>L'exception d'inexécution et le « donné matrimonial » en cas de séparation de fait</i>	80
§ 2 - <i>Les applications pratiques de l'exception d'inexécution lors des effets du mariage</i>	85
A. Le jeu de l'exception d'inexécution lorsque l'obligation inexécutée est l'obligation de cohabitation	88
B. Le jeu de l'exception d'inexécution lorsqu'il y a inexécution de l'obligation de cohabitation en réponse à l'inexécution d'une autre obligation	92
1) La jurisprudence antérieure à l'arrêt de la Cour de cassation du 1 ^{er} juillet 1969	94

2) L'arrêt du 1 ^{er} juillet 1969	97
3) Le nouvel article 215 du Code et les récentes décisions jurisprudentielles	99
C. Le problème particulier posé par l'obligation de fidélité	101
CONCLUSION DU CHAPITRE	101
CHAPITRE II : LA COEXISTENCE DU « DONNE MATRIMO- NIAL » ET DU DROIT COMMUN DES OBLIGATIONS ..	103
SECTION PRELIMINAIRE : L'existence du travail entre époux	108
§ 1 - <i>La considération des rapports de travail entre époux sur le plan commercial et sur le plan fiscal</i>	111
§ 2 - <i>La considération des rapports de travail entre époux sur le plan social</i>	112
CONCLUSION	118
SECTION I : La juxtaposition du travail professionnel et des re- lations personnelles entre époux	119
§ 1 - <i>L'existence d'un contrat de travail entre époux</i>	120
A. Les hésitations de la doctrine	120
B. L'analyse de la jurisprudence	123
1) L'arrêt du 8 juin 1963	123
2) Les solutions jurisprudentielles en matière sociale	125
§ 2 - <i>L'exécution du contrat de travail entre les époux</i>	127
A. Les demandes d'indemnités en raison du travail four- ni pendant le mariage	127
B. L'incidence du régime primaire des époux	131
CONCLUSION	133
SECTION II : L'exclusion des rapports professionnels entre époux par l'obligation légale d'assistance	133
§ 1 - <i>Les soins donnés à l'époux malade et l'allocation aux vieux travailleurs salariés</i>	134
A. L'obligation légale d'assistance lors de la maladie d'un époux	134

B. Le mécanisme de l'allocation aux vieux travailleurs salariés	136
§ 2 - <i>Le refus d'une distinction entre l'obligation d'assistance et les soins donnés à titre professionnel au conjoint malade</i>	138
A. L'hypothèse pratique	138
B. La solution de la Cour de cassation	139
CONCLUSION DU CHAPITRE	140
CHAPITRE III : LE « DONNE MATRIMONIAL », OBJET OU CAUSE DE CONVENTIONS EXTRAPATRIMONIALES ENTRE EPOUX	141
SECTION I : La considération de l'objet dans les conventions extrapatrimoniales entre époux	147
§ 1 - <i>L'existence d'un objet illicite</i>	148
— Les conventions sur la pension alimentaire	151
— Les conventions opérant transaction, renonciation ou rachat	153
— Les conventions d'établissement de la pension	155
§ 2 - <i>L'existence d'un objet licite</i>	162
A. Les conventions sur le nom de la femme après le divorce	163
B. Les conventions concernant les enfants des époux	171
1) La jurisprudence antérieure à la loi du 4 juin 1970	172
2) La justification de ces solutions	177
3) La loi du 4 juin 1970	178
SECTION II : La considération de la cause dans les conventions extrapatrimoniales entre époux	181
§ 1 - <i>Le rôle de la cause lors de la formation du mariage</i>	181
A. Le mariage simulé	183
1) Analyse classique	183
2) Le contenu du mariage simulé	187
3) La fraude des époux	190
B. Le mariage <i>in extremis</i> et le mariage posthume	192

§ 2 - <i>Le rôle de la cause lors des effets du mariage</i>	193
A. Les conventions sur l'adultère	193
B. Les liquidations anticipées du régime matrimonial ..	195
1) Les liquidations anticipées à l'occasion de la rup- ture ou du relâchement des liens matrimoniaux	196
2) Les liquidations anticipées à l'occasion d'une sé- paration de fait	203
C. Les cas particuliers	205
CONCLUSION DU CHAPITRE	209
CONCLUSION DU LIVRE I	209
LIVRE II : LES FAITS JURIDIQUES ENTRE EPOUX ..	211
CHAPITRE I : LE REcul DE L'ATTRACTION DU DROIT DE LA RESPONSABILITE DANS LE « DONNE MATRI- MONIAL »	217
SECTION I : Le fait dommageable	219
§ 1 - <i>La faute</i>	221
A. L'illicite conjugal	221
1) Les circonstances extérieures objectives	222
2) Les données personnelles au sujet obligé	228
B. L'imputabilité	239
§ 2 - <i>Les fins de non recevoir</i>	243
A. Absence de certains faits justificatifs de droit commun	246
B. Les excuses	246
C. L'acceptation des risques	250
CONCLUSION	253
SECTION II : Le dommage et sa réparation	254
§ 1 - <i>Le préjudice résultant de la perte du droit de secours et sa réparation</i>	255
A. La pension n'est due qu'à l'époux innocent	257
B. Les anomalies relevées lors de l'exécution de la pen- sion	261
1) La transmissibilité	261
2) L'action oblique des créanciers	264

§ 2 - <i>Le préjudice résultant de l'atteinte au lien matrimonial et sa réparation</i>	270
A. Seul le conjoint innocent peut obtenir cette indemnité	271
B. L'influence du lien matrimonial sur certaines solutions jurisprudentielles	272
SECTION III : Le lien de causalité	281
§ 1 - <i>Le lien causal entre la faute du divorce et le dommage réparé par l'article 301 al. 1^{er}</i>	282
A. Les solutions de la jurisprudence jusqu'en 1958 ..	283
B. Les solutions de la jurisprudence à partir de 1958 ..	285
1) Solutions justifiées par le caractère indemnitaire de la pension	287
2) Solutions justifiées par le caractère alimentaire de la pension	289
§ 2 - <i>Le lien causal entre la faute du divorce et les dommages réparés par les articles 301 al. 2 et 310-3</i>	290
CONCLUSION DU CHAPITRE	293
CHAPITRE II : LA COEXISTENCE DU « DONNE MATRIMONIAL » ET DU DROIT COMMUN DE LA RESPONSABILITE	295
SECTION I : La réparation du préjudice inhérent à une faute conjugale	297
§ 1 - <i>L'article 1382 du Code civil et la violation du devoir de cohabitation</i>	298
A. Analyse théorique	299
B. Examen pratique	302
§ 2 - <i>Quelques applications jurisprudentielles du principe</i> ..	304
A. La réparation civile de l'adultère	304
B. Cas particuliers	309
C. Le refus de délivrance du <i>gueth</i>	311

SECTION II : La réparation du préjudice résultant d'une faute étrangère aux obligations nées du mariage	314
§ 1 - <i>La responsabilité du fait personnel</i>	314
A. La rupture des fiançailles ou de la promesse de mariage	314
B. Le préjudice subi à la suite d'accidents	321
§ 2 - <i>La responsabilité du fait d'autrui et du fait des choses</i> ..	328
A. La responsabilité du fait d'autrui	328
B. La responsabilité du fait des choses	331
CONCLUSION DU CHAPITRE	335
CONCLUSION DU LIVRE II	335
CONCLUSION GENERALE	337
BIBLIOGRAPHIE	342
TABLE DES MATIERES	370